

The Crisis of Capitalism and Unequal Development in the Doctrine of Samir Amin: The Case of Venezuela

Aicha El Alaoui

Received: 11 December 2018 Accepted: 5 January 2019 Published: 15 January 2019

Abstract

The objective conditions of a systemic crisis existed everywhere. Crises are inherent in capitalism, which produces them recurrently, each time deeply. It is not necessary to apprehend each crisis separately, but globally (Samir Amin, 2012). At the beginning of the year 2019, Venezuela is in the "global chaos": the crisis is the worse than the one known by the United States during the Great Depression of 1929-1933. My reflection in this article revolves around the following questions: Can we say that the crisis in Venezuela is the logical consequence of the crises in the global economic system? Can we conclude that this crisis is the "systemic crisis" which shows that the capitalist system is in its phase of the 'old age'? Can we analyze as the result of the domination of a periphery by a center? Can we consider that this crisis is a permanent war of the North against the South? To give some answers, this article tries to analyze these questions by adopting the critical approach of Samir Amin as an anticapitalist or anti-imperialist theorist and philosopher.

Index terms— crisis of capitalism; cold war; imperialist rent; samir amin; Venezuela.

The Crisis of Capitalism and Unequal Development in the Doctrine of Samir Amin:

The Case of Venezuela suivantes : Peut-on dire que la crise en Venezuela est une suite logique des crises que connaît le système économique mondial ? Peut-on conclure que la dite-crise est une "crise systémique" qui montre que le système capitaliste est dans une phase de 'vieillesse' ? Peut-on analyser cette crise comme une domination du centre au périphérique ? Ou, peut-on considérer que cette crise est une guerre permanente du Nord contre le Sud ? Pour donner des éléments de réponse, ce travail essaye d'analyser ces questions en adoptant la démarche critique de Samir Amin comme un penseur anticapitaliste ou anti-impérialiste. La conclusion primordiale globale tirée de cette analyse est que la crise vénézuélienne ne peut pas être considérée comme une crise séparée du système économique mondial et de la situation politique mondiale chaude. Les données politiques montrent que le monde actuel est au déclin de la démocratie qui est aujourd'hui plus menacée suite notamment à la concentration du pouvoir au bénéfice exclusif de la triade impérialiste et des pays émergents. On aura sans doute plus de crises/guerres qui seront déclenchées par différents motifs, mais la cause profonde réside dans la nature du système mondial et sa façon de répartir et exploiter les richesses naturelles de la planète. La crise vénézuélienne signifie, ainsi, que le système dans son ensemble est en difficulté surtout que "la stratégie de la Chine se contente d'oeuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce qui ni les Etats-Unis, ni l'Europe ne pensent l'accepter," (Samir Amin, 2009).

Mots-clés: crise du capitalisme; guerre froide ; rente impérialiste; pensée de samir amin; venezuela. Abstract- The objective conditions of a systemic crisis existed everywhere. Crises are inherent in capitalism, which produces them recurrently, each time deeply. It is not necessary to apprehend each crisis separately, but globally (Samir Amin, 2012). At the beginning of the year 2019, Venezuela is in the "global chaos": the crisis is the worse than the one known by the United States during the Great Depression of 1929-1933. My reflection in this article revolves around the following questions: Can we say that the crisis in Venezuela is the logical consequence of the crises in the global economic system? Can we conclude that this crisis is the "systemic crisis" which shows that the capitalist system is in its phase of the 'old age'? Can we analyze as the result of the domination of a periphery by a center? Can we consider that this crisis is a permanent war of the North against the South? To

give some answers, this article tries to analyze these questions by adopting the critical approach of Samir Amin as an anticapitalist or anti-imperialist theorist and philosopher. The overarching conclusion drawn from this analysis is that the Venezuelan crisis cannot be considered as a separate crisis of the global economic system and the political conflict. Political data show that the world is in the decline of democracy, which is more threatened because of the concentration of power for the exclusive benefit of the imperialist triad and the emerging countries. Certainly, there will be a lot of crises/wars which will be triggered by different motives, but the core cause lies in the global economic system and how it distributes and exploits the planet's natural wealth. Venezuelan crisis means that the actual system as a whole is in difficulty, especially since China's strategy is content to work for the promotion of new globalization without hegemony. Which neither the United States nor Europe think to accept, (Samir Amin, 2009).

1 Introduction

'Amérique latine était présentée comme la région du "nouveau boom". Des responsables américains affirmaient qu'elle serait, à bref délai, le "premier hémisphère entièrement démocratique de l'histoire de l'humanité", (Lowenthal, 1994, p.1075). Toutefois, Lowenthal a mis en question cet optimisme du début des années 90, constatant que "les progrès politiques et économiques de l'Amérique Latine sont réels mais fragiles, étendus mais irréguliers, notables mais encore limités, prometteurs mais en aucune manière assurés," (Lowenthal, 1994, p.1075).

Dès le début des années 80, des mutations profondes ont spécialement commencées en Amérique Latine et Caraïbes. Au niveau économique, cette région a admis que l'approche de la croissance économique, via la substitution des importations, était considérée sans avenir, et que son redressement dépendait essentiellement des exportations. Cela implique, l'instauration d'une nouvelle stratégie axée sur l'ouverture de nouveaux marchés à des taux d'intérêt compétitifs, la suppression de diverses subventions et formes de protection. En outre, la région devait limiter rigoureusement les activités industrielles et de réglementation de l'Etat, privatiser la plupart des entreprises publiques, favoriser la concurrence sur les marchés, stimuler le secteur privé, et attirer les investissements étrangers, (Lowenthal, 1994, p.1076).

Au niveau diplomatique et politique, l'Amérique Latine et les Caraïbes ont essayé d'avancer leur démocratie constitutionnelle et établir une relation harmonieuse avec les Etats-Unis. En effet, la politique extérieure de nombreux Latino-Américains a été marquée avant la fin des années 70 soit par une indépendance vis-à-vis de Washington, soit par une opposition ouverte. Cette politique est caractérisée par des "politiques restrictives en matière d'investissements étrangers, les marchés réservés, les barrières tarifaires élevées, les mouvements vers l'intégration économique régionale et la concertation diplomatique constituaient autant de réactions hostiles au pouvoir des Etats-Unis," (Lowenthal, 1994, p.1077). En 1990, les premières négociations ont été menées surtout par le Mexique en vue de la signature d'un Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) avec les Etats-Unis et le Canada. Et par la suite, la plupart des autres pays Latinoaméricains s'efforcent d'améliorer leurs relations avec Washington, à l'exception du Cuba que sa relation politique a pris un autre chemin de négociation.

Cette transformation du système économique et politique des pays de l'Amérique Latine et les Caraïbes vers l'économie de marché peut-elle expliquer que l'économie Etatiste et dirigiste a échoué, et qu'elle est dans l'impasse ? Cette transformation vers la coopération interaméricaine peut-elle montrer que la confrontation avec Washington est un mauvais pari ? Et/ou elle peut-nous confirmer que le débat tiersmondiste sur un "nouvel ordre économique international" n'est qu'un débat factice ? Ou bien, les changements que, notamment, l'Amérique Latine a connu résultent d'une transformation radicale du contexte mondial et d'un ordre politique mondial, ou comme le nomme Samir Amin le "total désordre" ou le "chaos ingérable" surtout avec la crise chaotique en Venezuela ? Ou bien peut-on dire que la crise vénézuélienne n'est qu'une autre façade de

2 Crise du Système Capitaliste ou Capitalisme en Crise

La croissance économique a une tendance ?haussière? dans le temps qui dépend généralement des facteurs de production et de l'environnement socioéconomique, culturel et politique du pays. L'humanité a atteint son système de production ?idéal? et ?éternel?. A l'opposé de cette vision théorique, ce système n'est qu'une phase de progression émanant du processus de développement humain. Autrement-dit, il y aura forcément une destruction de ce système actuel pour se transformer ou se convertir vers un autre système ?opposé? qui sera forcément un ?bon? système capable de surmonter les limites de l'ancien système (le système économique mondial actuel).

En général, il y a deux grandes visions dans l'analyse du système économique actuel, indiquant des analyses discordantes, parfois contradictoires, de la crise du capitalisme et de son mode de fonctionnement. On a une pensée qui défende l'éternité du système capitaliste, ce qui implique que la crise n'est que transitoire. Il suffit donc d'appliquer des politiques économiques adéquates pour résoudre ces problèmes de déséquilibres périodiques. C'est à ce niveau où il y a la divergence entre les penseurs de cette vision d'analyse, à savoir : les keynésiens, les classiques, les monétaristes, les marginalistes et les postkeynésiens. Et, une autre pensée dite anticapitaliste ou antiimpérialiste qui défendent la thèse que la crise du système est un processus "naturel" symbolisant son rythme de destruction pour faire émerger un autre mode de production dite socialiste ou communiste. Parmi ces penseurs, il y a Samir Amin qu'on va essayer d'expliquer la crise actuelle en Venezuela selon sa doctrine.

3 a) Crise économique comme un dysfonctionnement d'ajustement des marchés et/ou d'une mauvaise intervention dans ces marchés

Les penseurs, qui défendent le système économique actuel, montrent que la crise est expliquée, généralement, par le cycle de la productivité. Quand le taux de croissance du PIB diminue, les entreprises n'ajustent pas immédiatement les effectifs des employés, elles font varier, au départ, la durée et l'intensité du travail, la productivité par travailleur diminue, et par la suite, elles recourent au licenciement de leurs employés (par exemple dans le cas d'une absence des politiques conjoncturelles). Autrement-dit, la croissance économique ne se fait pas à un rythme régulier ; elle est marquée par une succession de phases d'expansion et de ralentissement, voire de récession. Cette évolution irrégulière du PIB s'accompagne de déséquilibres qui influencent, par exemple, l'évolution du taux de A cet effet, la croissance économique passe par deux phases aux alentours de sa tendance vers le point d'équilibre général ou l'état stationnaire: une phase de récession et une phase d'expansion. Les fluctuations économiques passent d'un Pic/Peak (en anglais) au Creux/Trough (en anglais) pour revenir au Pic, ou inversement. Ces mouvements forment ce qu'on appelle le cycle économique ou le cycle de croissance qui représente la période séparant deux pics ou deux creux. Il a la forme de U ou de V, comprenant ainsi deux phases : la phase de récession et la phase d'expansion. qui prennent trois mouvements cycliques avec le taux de croissance économique (mesuré généralement par le PIB): procyclique, acyclique ou contracyclique. 1 Les politiques économiques conjoncturelles sont fondées sur l'idée qu'il est possible d'agir sur le niveau d'activité en modifiant les composantes de la demande globale. Elles sont d'inspiration keynésienne liées à deux politiques : politique monétaire et politique budgétaire. Ces politiques relèvent des pouvoirs publics cherchant à stimuler ou ralentir l'activité économique pour corriger les déséquilibres du marché du travail et/ou l'évolution du niveau général des prix. Il faut signaler que les politiques conjoncturelles ont été critiquées voire complètement rejetées par certains économistes puisqu'elles sont inutiles ou incapables de corriger les déséquilibres en agissant sur la demande. Ces économistes défendent l'idée que les marchés, si on les laisse fonctionner normalement, rétablissent automatiquement les équilibres, ramenant l'économie, ainsi, à ses niveaux naturels sans inflation ; ce qui implique que l'intervention de l'Etat, d'après eux, ne peut qu'aggraver ou ralentir le processus d'ajustement. 2 Les composantes du PIB sont déterminées dans le cycle réel selon ses trois approches du calcul : Approche de production, Approche de revenu et Approche de demande ou dépense.

Year 2019

4 () B

En conséquence, la crise économique n'est rien d'autre que la période dans laquelle l'économie est dans son phase de récession. D'une autre manière, une fluctuation économique montre l'existence d'un décalage d'ajustement entre la croissance tendancielle (ou potentielle) et la croissance effectivement réalisée. De ce fait, la crise économique n'est qu'une phase d'une croissance réalisée au-dessous de la croissance tendancielle. Il suffit pour la résoudre de mettre en place une ?bonne? politique économique capable de rétablir l'équilibre selon la loi du marché, et ?avec? ou ?sans? intervention de l'Etat, c'est-à-dire ?avec? ou ?sans? les politiques publiques de relance ou d'encouragement de demande.

Dans le cas d'un marché du travail qui est considéré comme un marché particulier, le chômage est expliqué généralement par le mauvais fonctionnement de l'économie qui sera augmenté au cours de la phase de récession, et par le salaire -considéré comme un prix d'ajustement de ce marché-puisqu'il est incapable de varier selon les variations de l'activité et de l'emploi. A cet effet, quand les ajustements ne se font pas, il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande, et on a une situation de sous-emploi ou de chômage. Autrement

5 () B

Etats-Unis restent le symbole de ce système affamé au gain sans limite, assoiffé au sang des pauvres, et destructeur de toute forme de vie sur la terre.

Actuellement, le système capitaliste est dominé par une poignée d'oligopoles qui contrôlent la prise des décisions fondamentales dans l'économie mondiale, (Samir Amin, 2008). Ces oligopoles ne sont pas seulement financiers (banques ou assurances), mais de groupes intervenant dans la production industrielle, les services, les transports, etc. Leur caractéristique principale est leur financiarisation selon le même auteur. La recherche des gains rapides et l'accumulation des richesses ont changé "le centre de gravité de la décision économique" qui a été "transféré de la production de plus-value dans les secteurs productifs, vers la redistribution des profits occasionnée par les produits dérivés des placements financiers," (Samir Amin, 2008).

Dans cette stratégie révélée par Samir Amin, les oligopoles ne produisent d'ailleurs pas de profits, ils raflent tout simplement une rente de monopoles par le biais de placements financiers. C'est la domination de "oligopoles ou monopoles généralisés" qui a donc mis l'économie dans une crise d'accumulation, qui est à la fois une crise de sous-consommation et une crise de la profitabilité. Seuls les secteurs des monopoles dominants ont pu rétablir leur taux de profit élevé, mais en détruisant la profitabilité et la rentabilité des investissements productifs, des investissements dans l'économie réelle. Il existe partout des conditions objectives liées à la nature du capitalisme

qui déclenchent la crise dans le système, par exemple, si la crise financière de 2008 n'avait pas été commencée aux Etats-Unis, elle aurait débutée ailleurs, (Samir Amin, 2012).

Le penseur des relations de domination (néo) coloniales (Samir, A.) ne néglige pas la capacité du capitalisme de se transformer, s'évoluer et s'adapter en permanence aux défis que représentent pour lui les différentes sources de déclenchement des crises. Le système capitaliste trouve ses moyens de renouvellement et de continuation jusqu'au où les conditions seront mûrs pour une transformation vers un autre système. Toutefois, il ne s'agit pas des crises normales du capitalisme. Ce penseur égyptien déclare que la dernière crise du capitalisme (la crise financière de 2008) est une crise du système. Elle n'a plus la forme de 'U', mais elle a la forme de 'L' depuis les années 1970 car "la logique qui a conduit à la crise ne permet pas la reprise".

D'une autre manière, la crise en 'L' signale l'épuisement historique du système qui a démarré à partir du milieu des années 1970, ce qui signifie que "le régime va mourir lentement et paisiblement de sa belle mort". Samir, A. accorde, ainsi, une grande importance à cette époque dans ses analyses de la crise, expliquant que l'économie mondiale a connu des chutes de moitié dans les taux de profit, comme les taux de croissance et d'investissement. C'est vrai que le capital a réagi par une stratégie de centralisation supplémentaire durant les années 1980-1990; mais, il a, aussi réagi par la mondialisation et la financiarisation. Au niveau mondial, les activités financières deviennent les plus rentables pour les grandes entreprises non financières. Il confirme que l'aspect financier à la prééminence sur tous les autres aspects de la décision économique pour tous les oligopoles. Cette stratégie a rétabli "les taux de profit, mais s'est faite au détriment de l'investissement dans les systèmes productifs. En conséquence, elle s'est traduite par une inégalité grandissante dans la répartition des revenus et donc par une crise de débouchés, de surcapacité par rapport à un rétrécissement de la demande solvable".

Dans son livre "Sur la crise. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise?", Samir, A. (2009) ne considère pas la crise comme une somme de crises qui peuvent être abordée d'une manière segmentaire: crise de l'énergie, crise de la production, crise du climat, crise financière, etc. Pour lui, la crise financière 2008, par exemple, n'est qu'un moment d'aggravation d'une crise ancienne et va continuer à se détériorer: la crise du capitalisme tardif. L'auteur confirme qu'il y a des ressemblances dans les crises. Il a fait, dans ce livre, ?le parallèle avec la longue crise de 1873 à 1945. Celle-ci se manifeste au début et jusqu'en 1896 par une chute des taux de croissance, des taux de profit, une chute de l'investissement dans le système productif. Exactement comme entre 1971 et 1990. Dans les deux cas, la réponse a été la même: davantage de centralisation, de mondialisation et de financiarisation. A la fin du 19e siècle, ce processus s'est opéré par la colonisation, forme directe et brutale de mondialisation, la création des premiers grands oligopoles, la première grande vague de financiarisation et une vague d'innovation. A l'époque, c'était l'électricité, l'automobile et l'avion qui ne sont pas moins importants que le téléphone portable d'aujourd'hui. Cette phase a débouché sur la Belle Epoque jusqu'en 1914, comparable à 1995-2008. Ce sont deux périodes où les inégalités grandissent et où on tient exactement le même discours de fin de l'histoire, de triomphe apparent du libéralisme, ?(Samir Amin, 2009).

Le chercheur égyptien confirme, dans cette thèse, que les oligopoles sont les responsables de la crise. Le monde connaît un "degré de centralisation inégalé dans l'histoire". En effet, les grandes transnationales contrôlent à peu près toute la vie économique du monde. Mais, la dernière crise (2008) est considérée par Samir comme une crise systémique du capitalisme vieillissant en affirmant que derrière la crise financière, elle s'est dessinée une crise de l'économie réelle qui va entraîner une régression des revenus des travailleurs, accroissement du chômage, précarité grandissante et aggravation de Le FMI (2018) a déclaré que l'économie du Venezuela continue de reculer pour la cinquième année consécutive, après une chute de 14% en 2017. Son PIB réel vase contracter de 18% et 5% en 2018 et 2019, respectivement, sous l'effet de la chute de la production pétrolière et de l'instabilité politique et sociale. 5 Le PIB par habitant en Venezuela a connu une détérioration durant la période 2013-2017 de presque 35%, et le FMI (2018) prévoit qu'il continuera sa tendance baissière à l'horizon 2023, soit d'un taux moyen d'environ 60% durant la période 2013-2023, p.43. 6 5 ?Venezuela's economy continues to decline for the fifth consecutive year, following a 14 percent drop in 2017. Real GDP is projected to shrink by 18 percent in 2018 and a further 5 percent in 2019, driven by plummeting oil production, and political and social instability.? FMI, 2018, World Economic Outlook Database, Box 1.3. Growth Outlook: Emerging Market and Developing Economies; p.40. 6 ?In Venezuela, GDP per capita is estimated to have declined by more than 35 percent over 2013-17 and is projected to decline by close to 60 percent between 2013 and 2023,? (FMI, 2018, Box 1.5. Sharp GDP Declines: Some Stylized Facts, p.43).

Cet indicateur économique est passé de 7688 USD en 2016 à 3300 USD en 2018, et la situation économique et politique du pays indique que son évolution poursuivra une tendance baissière pour atteindre presque 2514 USD, soit une diminution d'un tiers (1/3) par rapport à celui de l'année 2016.

La répartition de l'activité économique par secteur d'activités montre que la structure économique reste dominée par le secteur des services (sa valeur ajoutée est de presque 53 en % du PIB) et le secteur d'industrie (sa valeur ajoutée est de presque 37 en % du PIB). Cependant, l'activité industrielle en Venezuela souffre de plusieurs problèmes dont notamment l'insuffisance dans la diversification des produits locaux et importés, et la difficulté pour importer des produits intermédiaires. Et il est handicapé, aussi, par le déséquilibre chronique de sa balance commerciale. Malgré la baisse des importations, le pays n'attire pas d'avantages suite, notamment, au manque de compétitivité du secteur industriel, au mauvais environnement des affaires, au défaut de la transparence et la bonne gouvernance étatique (expropriations arbitraires, contrôles et inspections intrusives de l'État). En plus, le classement mondial et régional du pays s'est reculé suite à la crise politique et économique actuelle, tels que:

l'indicateur de la liberté économique (il se classe le 179^{ème} au niveau mondial et le 32^e au niveau régional), l'indicateur de l'environnement des affaires (il se classe en dernier), et l'indicateur de la liberté de la presse (il se classe le 137^{ème}/180).
Year 2019

6 () B

La crise du Venezuela est plus pire que celle connue par les États-Unis pendant la Grande Dépression de 1929-1933. Les augmentations de salaires n'ont pas suivi la hausse de l'inflation, le taux de chômage s'est augmenté, le taux d'insécurité et de criminalité s'est accentué, et le taux d'homicide le plus élevé du continent latino-américain. Ainsi, les citoyens en Venezuela sont dans une situation du Chaos : la détérioration du pouvoir d'achat, l'accentuation de la pauvreté et la marginalisation, l'aggravation du système de santé, et l'insécurité sociale et politique. Un taux d'inflation variant entre 80000% et 1000000% ne signifie qu'une seule conclusion sur la crise actuelle c'est l'inexistence d'une vraie économie en Venezuela.

7 b) Analyse de la crise vénézuélienne

La crise vénézuélienne a déclenché quand le combat politique a commencé entre Nicolas Maduro, et Juan Guaido pour la présidentielle du pays. Certes, la dite crise est politique, mais les pays qui soutiennent ces deux personnes politiques montrent qu'elle s'agisse d'une autre crise au-delà d'une 'simple' crise économique, politique, sociale ou humanitaire.

Le président vénézuélien en fonction, Nicolas Maduro, compte sur la Russie et la Chine pour le soutenir dans sa bataille politique face au Juan Guaido, chef de l'Assemblée nationale autodéclaré/autoproclamé président qu'il peut compter sur le soutien des Etats-Unis, le Canada, de certains pays de l'Union européenne (comme l'Espagne, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne), et de la majorité des pays sud-américains (comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou). Le soutien des deux groupes du pays est d'ordre politique et financier surtout que les indicateurs économiques, susmentionnés, montrent que Venezuela est dans une faillite globale ou "chaos global". D'une impasse politique à une crise économique et humanitaire. 7 Il n'y a pas seulement Washington dans cette scène de conflit, il existe aussi le Canada qui joue un rôle important dans cette crise. Des grandes sommes d'argent canadien ont été versées comme aides aux peuples vénézuéliens. Cependant, le Canada est peut-être dans la même vision diplomatique que Washington, Les Etats-Unis contrôlent le pétrole du Venezuela. Ils viennent intervenir dans cette crise par ses sanctions financières contre la compagnie pétrolière publique PDVSA (Venezuela's State-Owned Oil Company, Petróleos de Venezuela, S.A.) pour tirer des avantages politiques, mais surtout économiques. Les Etats-Unis comme le premier acheteur du pétrole vénézuélien ne veulent-ils pas intervenir dans la crise pour contrôler directement les ressources et le fonctionnement de l'économie vénézuélienne ? tandis que la Chine et la Russie sont en opposition. Dans son rapport de 2018, le département de la "Stratégie de Défense Nationale des États-Unis" a déclaré que Washington a une réapparition d'une concurrence stratégique à long terme avec la Chine et la Russie, les qualifiant de «puissances révisionnistes» ("revisionist powers") qui menacent ou «sapent l'ordre international» ("undermine the international order"). Ce département ajoute que la situation devient de plus en plus claire à savoir que la Chine et la Russie veulent façonner un monde conforme à leur modèle autoritaire en obtenant le droit de veto sur les décisions économiques, diplomatiques et de très modeste par rapport au groupe de Shanghai qui représente une coopération militaire, économique et diplomatique. En plus, les avantages des Etats-Unis sont menacés par les démocraties populaires en Amérique Latine qui ont sûrement affaibli la rente impérialiste, même s'ils auront des difficultés pour aller plus loin dans leur développement tant qu'ils berceront l'illusion d'un développement national capitaliste autonome. Ce sont les cas enregistrés en Bolivie, en Équateur ou au Venezuela, (Samir Amin, 2012).

Dans ce climat d'hostilité dans cette région du monde, la guerre est sûrement déclarée par les Etats-Unis, telle que mentionnée dans le rapport de la sécurité américaine sous l'administration de Clinton envisageant la nécessité d'une guerre préventive contre la Chine, (déclaré par Samir, A. dans son interview en 2012). Cette guerre attend, donc, juste le mauvais endroit où la fragilité économique, sociale et politique aide à la déclencher.

La crise en Venezuela n'est pas une crise à la présidence, mais c'est une guerre, à mon avis, pour la domination et le contrôle des richesses naturelles de la planète et de la protection et l'augmentation de la rente des monopoles. Cependant, la Chine est probablement l'adversaire potentiel majeur de monopoles de la triade (des impérialistes traditionnels). Mais il n'y a pas seulement la Chine dans la crise vénézuélienne. La Russie constitue la force hostile aux Etats-Unis en dépit que le Président Américain Donald John Trumpa tracé une stratégie d'une confrontation avec la Chine et de rapprochement avec l'ancien ennemie la Russie.

IV.

8 Conclusion

Aux États-Unis, au cours des dernières années, de nombreux praticiens ont jugé la Chine plus coupable, suggérant que la politique économique étrangère de la Chine reflétait le modèle pernicieux de diplomatie du piège de la dette, (Stephen B. Kaplan et Michael Penfold, 2019, p.36). Selon cette perspective, les prêts et dons de la Chine ont contribué à la destruction de l'économie vénézuélienne. En d'autres termes, Stephen B. Kaplan et Michael Penfold (2019) concluent que la Chine, qui est devenue un important bailleur de fonds d'Amérique Latine dans

les projets d'énergie, d'exploitation minière et d'infrastructures, a utilisé sa puissance financière pour inciter le Venezuela à accumuler des prêts importants et coûteux. En échange de ces offres financières, la Chine a accru son levier économique et politique en piégeant le pays riche en pétrole dans une spirale de dette insoutenable. Cependant, les auteurs déclarent que la Chine sera empêtrée dans un piège à créanciers plus que le Venezuela sera pris dans un piège à dettes car elle sera obligée de supporter une série de coûts pour faciliter le remboursement de la dette, notamment l'allègement temporaire de la dette, la restructuration des conditions de l'encours du pays, la réduction des expéditions de pétrole et l'allongement des délais de remboursement. Mais dans la situation actuelle, la Chine continue à renforcer ses relations diplomatiques avec les acteurs vénézuéliens de tous les horizons politiques, dans le but de promouvoir ses intérêts commerciaux à long terme au-delà de la crise actuelle. La même stratégie est appliquée par les Etats-Unis et ses alliés.

Les États-Unis essayent de renforcer leur position régionale en visant à améliorer le développement de l'Amérique Latine par la création d'une nouvelle agence de développement américaine en 2018 (l'acte BUILD, The Better Utilization of Investment Leading to Development). Ainsi, cette agence vise à aider les pays en développement à faire la transition vers les économies de marché, en utilisant des prêts, des garanties de prêts, des fonds propres, des assurances et une assistance technique. L'objectif principal de cette stratégie est de rétablir la position des États-Unis pour redevenir le leadership économique et politique dans la région d'Amérique Latine/le monde.

A mon avis, la crise vénézuélienne n'est pas seulement limitée au niveau de l'Amérique Latine, mais elle concerne le système économique mondial. Le monde actuel est au déclin de la démocratie qui est aujourd'hui plus menacée suite notamment à la concentration du pouvoir au bénéfice exclusif de la triade et des pays émergents. On aura sans doute plus de crises/guerres qui seront déclenchées par différents motifs, mais la cause profonde réside dans la nature du système mondial, sa façon d'exploiter les richesses naturelles de la planète et son mode de répartition des richesses créées. La crise vénézuélienne signifie que le système dans son ensemble est en difficulté surtout que "la stratégie de la Chine se contente d'oeuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce qui ni les Etats-Unis, ni l'Europe ne pensent l'accepter," (Samir Amin, 2009).

La Crise Du Capitalisme Et Le Developpement Inegal Dans La Pensee De Samir
Amin: Le Cas Du Venezuela
Aïcha El Alaoui
Résumé-les conditions objectives d'une crise de système
existaient partout.

Figure 1:

¹Par exemple, il est possible d'augmenter le taux d'emploi en appliquant des réformes du marché du travail, de la durée du travail et de l'âge de la retraite ; ou de soutenir l'investissement par l'application de réforme des systèmes de financement.

²© 2019 Global Journals

³© 2019 Global Journals 1

⁴Le mouvement social des "gilets jaunes" trouve son origine dans la diffusion, principalement sur les réseaux sociaux, d'appels à manifester contre l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).

⁵Dans ce travail, l'analyse de la crise est limitée seulement sur son aspect économique sachant qu'il est difficile de faire vraiment une séparation entre les différents aspects d'une crise.

⁶<https://www.france24.com/fr/20190208-russie-chine-venezuela-alliance-limite-maduro-guaido>, Consulté le 13 Avril 2019.

⁷Traduction : "le mode de vie américain n'est pas négociable", traduit par Samir Amin (2012).

⁸"China, who emerged as a major Latin American financier for energy, mining, and infrastructure projects, used its financial might to entice Venezuela to accumulate large and costly loans. In exchange for these financial offerings, China increased its economic and political leverage by trapping the oil-rich nation in an unsustainable debt spiral," (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p.36).

crises que connaît le système économique mondial ?

Peut-on conclure que la dite-crise est une "crise systémique" qui montre que le système capitaliste est

dans une phase de 'vieillesse' ? Peut-on analyser cette

crise comme une domination du centre au

périphérique ? Peut-on considérer que cette crise est

une guerre permanente du Nord contre le Sud ?

Le plan de ce travail est articulé autour des

sections suivantes.

La deuxième section présente la

crise du capitalisme selon les défenseurs du système

capitaliste et, d'un autre côté, selon les perceptions de

Samir Amin. La troisième section analyse la crise

vénézuélienne

comme un rapport de force interne relevant des

structures socio-économique,

culturelle et

politique du pays,

et entre le(s) pays

dominé(s) et/ou

dominant(s) ou

d'une guerre du

Nord contre le Sud.

Et,

la dernière section présente la conclusion.

plusieurs intervenants/paysexternes/étrangers dans

cette crise ?

Pour répondre à ces questions

souhaitable de comprendre le mécanisme de

fonctionnement du système économique actuel en se

basant, dans ce travail, sur une analyse anticapitaliste et

anti-impérialiste particulièrement sur celle de Samir Amin comme le plus célèbre pen

est la mondialisation capitaliste et la régulation par le

marché. Et, les situations des différents pays doivent être classées ? en fonction d'un seul critère, le degré de

temporel d'ajustement entre les différentes composantes du PIB).

Figure 3:

Year 2019
Global Journal of Management and Business Research
Volume XIX
Issue V
Version I

?variations du salaire? surtout à sa rigidité à la baisse qui est dû essentiellement à l'intervention des syndicats et des organismes des travailleurs empêchant le tâtonnement d'ajustement du marché. En général, Le fonctionnement de l'économie conduit en permanence à des créations et des disparitions d'entreprises donc d'emplois; entraînant ainsi un ?chômage frictionnel? qui correspond à un ?chômage de plein-emploi?. Le chômage constitue la différence entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en cherchent activement un. Il n'est pas lié à la nature du système de production. Il traduit juste un déséquilibre dans le fonctionnement du système capitaliste. D'une autre manière, il reflète le décalage d'ajustement entre la croissance tendancielle et la croissance réalisée. Il n'y a pas une exploitation des travailleurs puisque le salaire représente la rémunération juste de leurs forces du travail. En parallèle, les propriétés du capital sont aussi rémunérées puisque les capitalistes confrontent les risques de production, les risques de commercialisation, les risques de la concurrence, et toutes autres formes de risques. Dans cette vision, les crises peuvent être déclenchées par tout dans le monde puisque c'est la nature du système capitaliste qui les produit de manière permanente avec différents aspects et degrés d'aggravation. Ce système produit ses conditions objectives de destruction malgré sa domination mondiale surtout après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique (URSS). Depuis 1970, le capitalisme domine le système mondial, d'après Samir Amin, par cinq avantages: (1) le contrôle de l'accès aux ressources naturelles; (2) le contrôle de la technologie et de la propriété intellectuelle; (3) l'accès privilégié aux médias; (4) le contrôle du système financier et monétaire, et (5) le monopole des armes de destruction massive. Le système capitaliste appelé par cet auteur "apartheid on a global scale" mène des guerres une fois c'est nécessaire, c'est-à-dire une fois l'un de ses cinq avantages est menacé, ou bien s'il veut faire un contrôle direct pour garantir sa dominance et son existence. En négligeant les enjeux politiques dans cet article, les

Figure 4:

dans les pays du sud. Il s'agit de dépression et non plus de récession. Cette prédiction a été réalisée par le nombre important des manifestations sociales; et qui sont parfois transformées à des révolutions politiques dans plusieurs pays du Sud. Et même dans les anciens pays démocratiques du Nord et qui connaissent des offres sociales importantes, ils ont connu des mouvements sociaux chauds comme le

Selon
ces
deux
ten-
dances
d'analyse
de
la
crise,
mouvement des "gilets jaunes" apparaît en France en octobre 2018 4 . Bien sûr, la région du Nord d'Afr
n'est pas à l'abri des conséquences de cette crise, 2016 2017
système
reste
éter-
nelle-
ment
le
même/inchangé,
mais
2018
2019e*
2020e
2021e
2022e
2023e

surtout avec des politiques antisociales qui ont aggravé PIB courant (En Milliards, 236.12 210.08 96.33 s
Global pour sortir de la crise, Samir Amin ne néglige pas le rôle de l'Etat. Les interventions des Etats peuvent

Journal
of
Man-
age-
ment
and
Busi-
ness
Re-
search
Vol-
ume
XIX
Is-
sue
V
Ver-
sion
I
Year
2019
(

pas juste une autre guerre froide pour
contrôler l'or
noir/les ressources naturelles mondiales ?
Cette crise
n'est-elle pas une guerre entre d'un côté
"l'impérialisme
collectif de la triade" (Etats-Unis, Europe,
Japon), et de
l'autre côté les "oligarchies russes" et la
"stratocratie
chinoise", selon les concepts et la classifi-
cation de
Samir, A. ?
Selon ce schéma synthétisé de la crise, je
vais essayer,
dans ce qui suit, d'analyser la situation en
Venezuela via
principalement la critique de Samir Amin
du capitalisme.

Unis n'a pas un autre moyen que la
guerre empêchant de limiter son accès aux
ressources naturelles et réduisent, donc,
sa "rente impérialiste". En conséquence,
Washington interdit toute future concu-
rence qui réduise leur domination: c'est
"l'égoïsme des oligopoles dans le Nord".
Cet égoïsme a été exprimé par Bush en
déclarant que «The American way of life
is not negotiable» 9 Quand l'égoïsme se
sent menacer, selon l'explication de Samir,
A., le Nord va utiliser les différents moyens
pour protéger ses intérêts et ses avantages.
Il devient barbare tentant de survivre. Il
va entraîner plus des inégalités dans la
répartition des revenus et des richesses à
l'intérieur des sociétés et entre les nations,
qui s'accompagne d'une stagnation pro-
fonde d'une part, et l'approfondissement
de la polarisation mondiale d'autre part.
Ce régime mène une guerre permanente
contre le Sud, une guerre entamée en 1990
par les États-Unis et ses alliés de l'Otan ,
cité par Samir Amin dans son interview en
2012. lors de la première Guerre du Golfe.

Kaplan et Penfold (2019) ont déclaré
que la Chine et la Russie sont
les deux principaux créanciers bi-
latéraux de Venezuela, représen-
tant le quart de la dette ex-
térieure du pays, (Stephen B. Ka-
plan and Michael Penfold, 2019,
p.2). En dépit que la Russie
soit riche en ressources naturelles,
elle s'intéresse au Venezuela. Les
entreprises d'État russes (Rosneft
et Gazprom) sont également dev-
enues des investisseurs clés dans les
secteurs du gaz et du pétrole au
Venezuela, fournissant un finance-
ment à court terme Ainsi, elle a opté
une stratégie de l'endettement pour
les pays du Sud dont notamment
Venezuela. Elle l'a octroyé des prêts
importants de presque 50 milliards
de dollars d'investissements et prêts.
Ces prêts remontent à plusieurs an-
nées avant la dite-crise, et qui sont
remboursés par des livraisons de pét-
role pour sécuriser ses approvision-
nements en la matière en assurant
sa relation avec Venezuela comme un
pays sud-américain qui est à la tête
des plus grosses réserves mondiales.
Les intérêts chinois sont-ils menacés
par cette crise ? Les prêts accordés
10 par "China Development Bank" ne
sont-ils pas des pièges stratégiques
contre Venezuela pour servir juste
l'économie chinoise ?

Year
2019
Volume
XIX
Is-
sue
V
Ver-
sion
I)
(
B
Global
Jour-
nal
of
Man-
age-
ment
and
Busi-
ness
Re-
search

- [Le Groupe De Shanghai et al.] *Ce groupe a amorcé "la création d'un système monétaire et financier régional, indépendant du dollar et de l'euro et fondé sur un système de change stable*, Le Groupe De Shanghai , La Chine , Russie La . (les pays de l'ex-Asie centrale, et les pays observateurs (l'Inde, l'Iran, la Malaisie et la Thaïlande). mais révisable". References Références Referencias)
- [Challenges to Steady Growth Fonds Monétaire International, FMI, World Economic Outlook Database ()] 'Challenges to Steady Growth'. ISSN 1564- 5215. *Fonds Monétaire International, FMI, World Economic Outlook Database* 0256-6877. 2018. (print. online)
- [Stephen et al. (2019)] *China-Venezuela Economic Relations: Hedging Venezuelan Bets with Chinese Characteristics*, B Stephen , Michael Kaplan , Penfold . https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/china-venezuela_relations_final.pdf 2019. February 2019. Kissinger Institute.
- [Amin ()] *Débâcle financière, crise systémique*, Samir Amin . Source:www.michelcollon.info 2008.
- [Cammack] *Démocratie et citoyenneté en Amérique latine*, Paul Cammack . http://www.multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=857 (en ligne)
- [Italie et al. ()] 'Espagne (1982), République tchèque, Hongrie et Pologne'. Luxembourg Italie , Norvège , Portugal Pays-Bas , Et Royaume-Uni . https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52044.htm Grèce et Turquie (1952), (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie) 1999. 2004. 2009. 2017. (Allemagne (1955))
- [Il n'y a pas seulement d'un éveil économique de ces nations, mais aussi il faut prendre une longue histoire qui a occupé une bonne partie du 20 e siècle : il s'agit donc d'une dimension sociale, politique, culturelle et idéologique. Je pense que c'est à ce niveau que les libéraux ont peurs de ces nations puisqu'elles'. Samir Amin parle des nations émergentes et non de marchés émergents comme fait croire les libéraux, (feront une destruction des fondements de leurs existences)]
- [Lowenthal ()] *In: Politique étrangère, n°4 -1994 -59?année*, Neal Mercedes Lowenthal . 10.3406/polit.1994.4340. https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1994_num_59_4_4340 1994. p. . (L'Amérique latine: échec ou renaissance ?)
- [Amin ()] 'Interview de Ruben Ramboer, publié par Le Grand Soir'. Samir Amin . <https://www.legrandsoir.info/le-capitalisme-entre-dans-sa-phase-senile.html> *Journal Militant d'Information Alternative* 2012.
- [Sans oublier la coopération ALBA (Alternative Bolivienne pour l'Amérique Latine et les Caraïbes) et la Banque du Sud (Bancosur), mais leurs rôles ont resté La Chine essaye, d'après le même auteur, de contribuer à la mort lente des Etats-Unis car sa mort brutale sera trop dangereuse. A mon avis, ce qui se passe à Venezuela entre dans cette nouvelle guerre froide mondiale'. y est payé en dollars ou en euros. L'Amérique du Sud peut aussi se « découpler » du capitalisme des monopoles. Ils ont des possibilités techniques et les ressources naturelles pour faire du commerce Sud-Sud. Ce qui était impensable il y a plusieurs décennies 2012. 2018. Samir Amin. En effet, le groupe de Shanghai essaye de se déconnecter de l'économie mondiale dominée par les monopoles occidentaux. Par exemple (Ce qui explique en grande partie la déclaration précédente de l'U.S. Department of Defense)]
- [Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge, *Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge*, <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf> U.S. Department of Defense
- [Amin ()] 'Sur la crise. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise'. Samir Amin . *Le Temps des Cerises*, (Paris) 2009.
- [Amin ()] 'Une présentation lors de tables rondes de la 11ème session internationale de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix du CIFEDHOP'. Samir Amin . *Démocratie, Développement, Droits de l'Homme*, 1994. p. . (En)